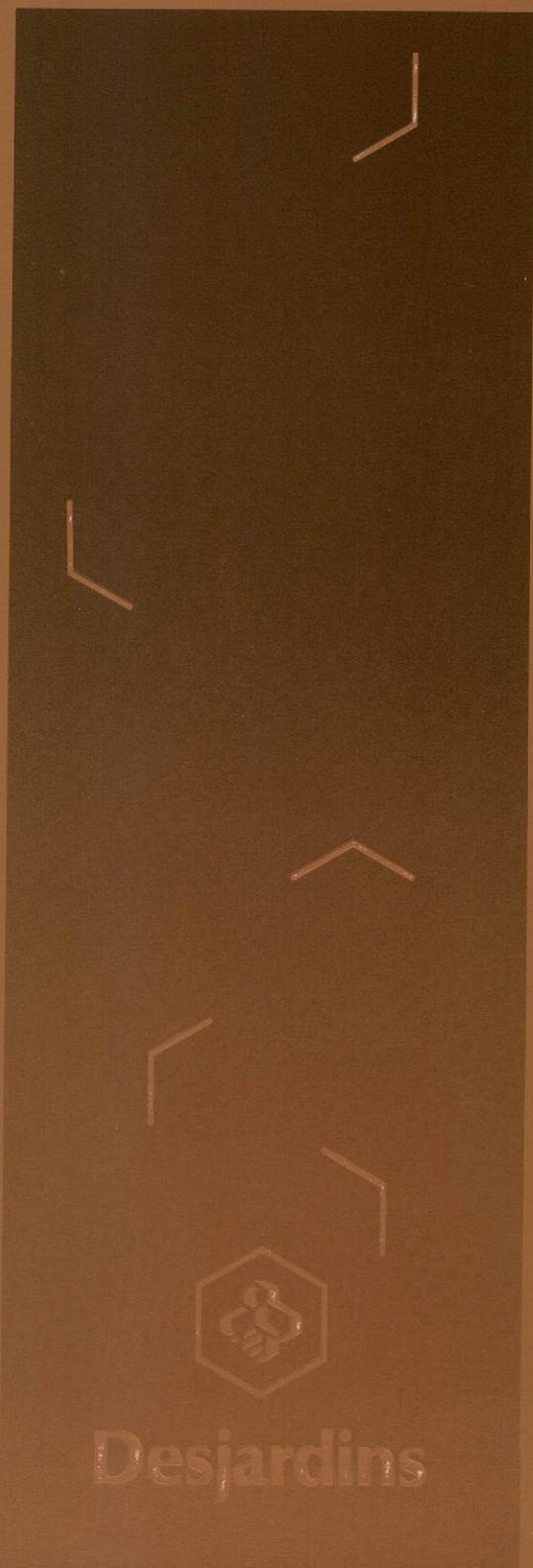


C

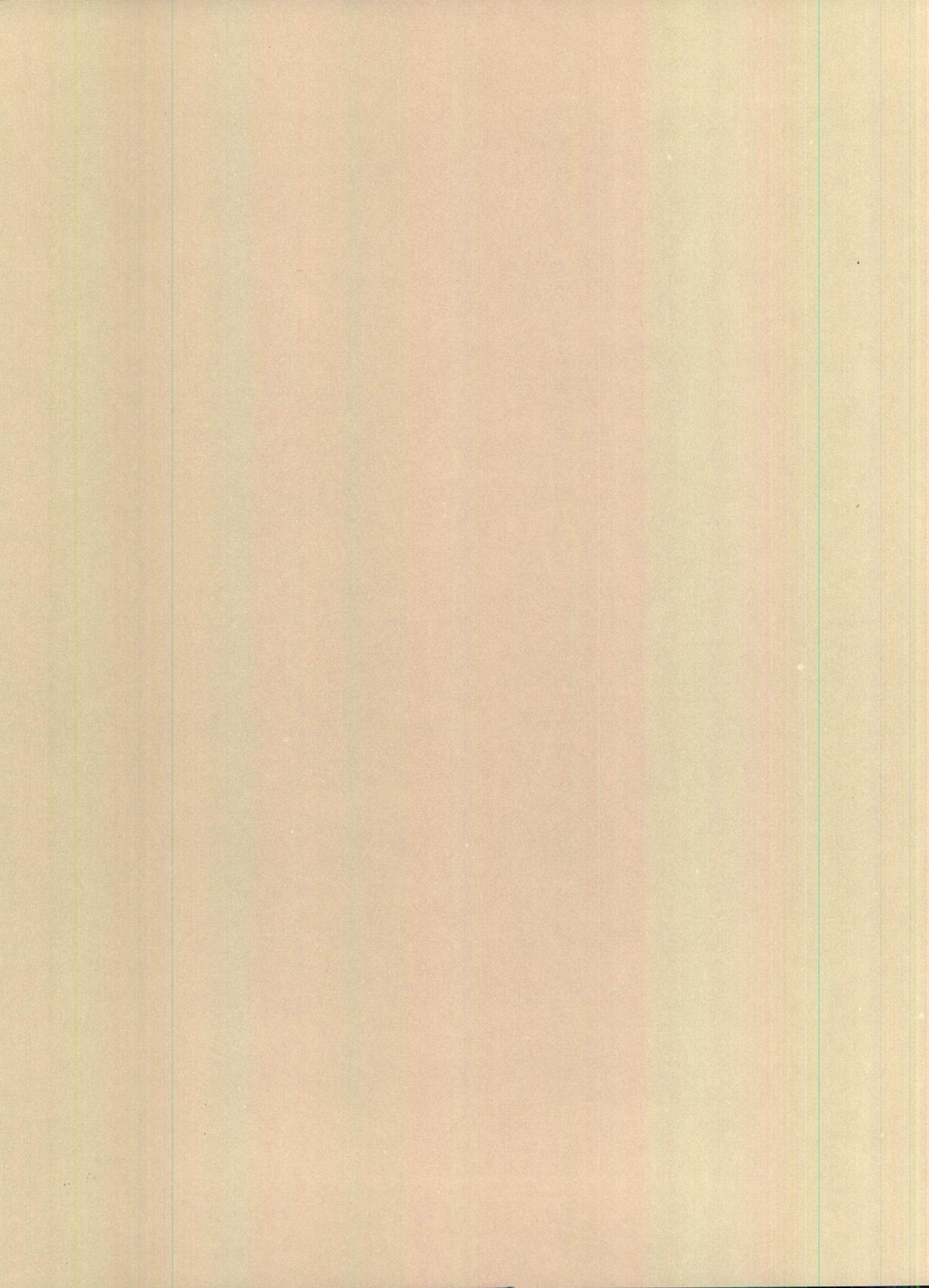


Société de développement
international Desjardins (1985) inc.



Desjardins







Société de développement
international Desjardins (1985) inc.



HOWARD READING LIBRARY
OF MCGILL UNIVERSITY
APR 14 1986
MCGILL UNIVERSITY

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



En novembre 1970, la Compagnie Internationale de Développement Régional, devenue en 1980 la Société de développement international Desjardins (SDID), était fondée à l'initiative du Mouvement Desjardins et avec l'appui de partenaires coopératifs québécois.

À travers ses quinze années d'existence, la SDID s'est bâtie une solide réputation d'excellence en Afrique et en Amérique latine. La qualité de ses ressources humaines, la continuité de son action sur le terrain et ses bonnes relations avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ont fait de la SDID un intervenant très apprécié en développement international à l'image du Mouvement Desjardins dont elle fait partie intégrante.

Un tel succès n'est pas dû au hasard. Si la SDID a pu atteindre ses objectifs, c'est grâce à l'appui humain, financier et technique de tout le Mouvement: les caisses populaires, les fédérations, les institutions et la Confédération.

La SDID est un outil que le Mouvement Desjardins s'est donné pour canaliser et multiplier son appui aux pays en développement. À l'aube d'une nouvelle étape de son existence, il importe que toutes les composantes de Desjardins poursuivent et accentuent leur engagement pour une cause profondément humaine et intimement liée aux valeurs de la coopération.

A handwritten signature in dark ink, which appears to read "Henri-Paul Trudel". The signature is fluid and cursive.

Henri-Paul TRUDEL
Président du conseil d'administration



RAPPORT DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL



ACTIVITÉS SUR LE TERRAIN

En 1985, la SDID a poursuivi ses programmes d'activités en Afrique ainsi qu'en Amérique Centrale et du Sud.

PROGRAMMES AFRIQUE

La SDID a continué de concentrer sa présence dans quatre pays: Burkina Faso, Cameroun, Zaïre et Rwanda. Des missions ont été réalisées au Niger et au Sénégal en vue d'y préciser les modalités d'association à des projets de développement à partir de 1986. La SDID a également participé à des actions de coopération Sud-Sud et accueilli plusieurs stagiaires africains.



Burkina Faso

Un nouveau programme quinquennal d'appui à la consolidation et à l'extension des coopératives

d'épargne et de crédit a été lancé et s'est déployé autour de quatre points d'ancrage:

- poursuite d'une coopération technique allégée avec l'Union régionale des caisses populaires de la Bougouriba; un accent particulier a été mis sur la validation d'une politique de crédit, une vaste opération de recouvrement des prêts, la sensibilisation des membres et la mise en place de mécanismes de collaboration entre l'URCPB et la Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay — Lac Saint-Jean;

- affectation d'un nouveau conseiller technique auprès du Service de Promotion des Organisations Coopératives (SPOC) du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage; ce service est, entre autres, responsable de l'application de la législation coopérative, de l'élaboration d'un plan comptable national dans le secteur de l'épargne et du crédit, de la réalisation d'activités de recherche et de formation et du développement de l'ensemble des secteurs coopératifs;

- affectation, dans un quartier en rénovation de Ouagadougou (projet Cissin financé par la Banque Mondiale), d'un conseiller technique qui a complété une évaluation du potentiel coopératif et des possibilités financières de relance d'une caisse populaire inopérante depuis plusieurs années;

- réalisation, avec le concours du SPOC, d'études socio-économiques dans la région du Yatenga, lieu d'une extension en 1986 de l'appui de la SDID au réseau épargne et crédit.

Par ailleurs, une coopérante de la SDID a mené à terme un projet d'appui à la Coopérative de Production Artisanale des Femmes de Ouagadougou (COPAFO). Une mission d'évaluation réalisée en fin d'année permet d'envisager une nouvelle phase d'appui à cette coopérative: construction d'un atelier communautaire et formation supplémentaire en techniques de gestion. Cette mission a également identifié plusieurs projets de collaboration avec des groupements féminins du Burkina.

Ce rapport d'activités 1985 comporte trois parties:

- un survol de l'ensemble des activités de la SDID sur le terrain;
- un bref compte-rendu des appuis institutionnels, professionnels et administratifs du siège social;
- un énoncé de priorités pour 1986.



Cameroun

Un vigoureux programme de redressement a été entrepris au sein du réseau de l'Union des

caisses populaires de Yaoundé (UCPY) avec l'appui d'un conseil d'administration presque entièrement renouvelé, d'un conseiller technique permanent de la SDID, de deux volontaires prêtés par l'Organisation canadienne pour la solidarité et le développement (OCSA) et d'un chargé de projets au siège social.

Ce tournant décisif pour l'UCPY s'est accompagné d'une vaste tournée d'inspection et de vérification auprès des caisses, d'un allègement des effectifs et d'un réaménagement de fonctions à l'Union, d'un rapprochement significatif avec le réseau de la Cameroon Co-operative Credit Union League (CamCCUL) et d'un engagement accru des autorités publiques responsables de la législation coopérative (COOPMUT).

C'est dans ce contexte qu'a été élaboré, conjointement avec les partenaires camerounais de la SDID, un nouveau programme quinquennal d'appui qui devrait débuter en mai 1986.

La SDID a également défini les modalités de sa participation à l'implantation d'une coopérative d'épargne et de crédit dans le cadre d'un programme de développement rural dans le nord du pays (Yagoua).



Zaire

Le Zaire a continué de mobiliser une partie importante des ressources de la SDID affectées à

son programme AFRIQUE. C'est également dans ce pays que la SDID a le plus diversifié son action à la fois dans le secteur épargne et crédit et dans celui de la production et de la commercialisation agro-alimentaire.

Dans la continuité de son association, depuis plus de huit (8) ans, au programme de développement rural du Nord-Est du pays, la SDID a:

- poursuivi, en 1985, son appui à l'Association Coopérative des Groupements d'Éleveurs du Nord-Kivu (ACOGÉNOKI); un conseiller en développement coopératif est venu se joindre à trois autres coopérateurs: cette équipe est responsable de l'appui à l'organisation de la coopérative centrale, au soutien des groupements locaux, à la vulgarisation des techniques et à la conduite d'études socio-économiques;
- complété les études, devis et travaux préparatoires à la construction (qui a débuté en novembre) d'un abattoir à Goma;
- effectué une étude de faisabilité relativement à la mise en place d'une radio rurale communautaire devant couvrir la région du Kivu;
- affecté, à titre de sous-traitante de la firme INTAGRO Inc., deux conseillers techniques au projet d'appui à l'Association Coopérative des Éleveurs de l'Ituri (ACOOPELI).

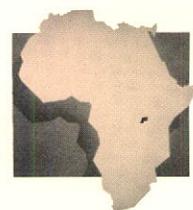
L'ACOGÉNOKI et l'ACOOPELI rejoignent plus de 20 000 éleveurs possédant près de 700 000 têtes de bovins.

C'est dans cette même région du Kivu qu'a débuté en 1972 la création de coopératives d'épargne et de crédit au Zaïre. Ce volet a pris une importante croissance et s'est déployé ainsi en 1985:

- deux conseillers techniques ont continué d'appuyer la Coopérative Centrale d'Épargne et de Crédit (COOCEC) du Kivu; l'un, posté à Bukavu, a prioritairement travaillé à la bonification des contrôles de gestion tout en amorçant la mise en place d'une politique de crédit; l'autre, situé à Goma, a poursuivi des actions d'éducation et de promotion coopératives dans le cadre de la consolidation du réseau dans le Nord-Kivu et de la mise en disponibilité, dans cette sous-région, de certains services de la COOCEC-Kivu;
- la SDID a également continué d'apporter son soutien à l'Union des Coopératives Centrales d'Épargne et de Crédit (UCCEC) dont le siège social est à Kinshasa; cette institution nationale, dont se sont dotées cinq COOCEC pour se donner des services communs de promotion et de représentation du réseau, a été particulièrement mobilisée par l'élaboration d'un nouveau texte de loi devant régir les coopératives d'épargne et de crédit ainsi que par la décision de la Banque du Zaïre de s'engager plus directement dans la surveillance des activités et des affaires des COOCEC et de leurs coopératives locales (COOPEC);

- la SDID s'est de plus associée à l'UCCEC dans l'élaboration d'un plan quinquennal 86-91 d'appui de cette dernière à ses membres et, en regard de ce plan, la SDID a élaboré un nouveau programme de collaboration devant démarrer en avril 1986 avec le réseau UCCEC;
- il faut mentionner enfin que la caisse populaire Saint-Paul-de-la-Croix de Montréal a fait don à l'UCCEC d'une somme de quinze mille dollars (15 000 \$) pour la création d'un fonds de construction et de rénovation d'immeubles pour les COOPEC.

Par ailleurs, douze cadres-dirigeants zaïrois sont venus en stage au Canada en mai et juin pour une durée variant de trois à six semaines: secrétaire exécutif de l'UCCEC, directeur de la COOPEC du Kivu, membres du conseil d'administration de l'ACOGÉNOKI, hauts fonctionnaires de la Banque du Zaïre et du Ministère du Développement Rural.



Rwanda

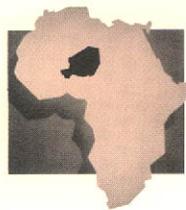
La SDID, à titre de sous-traitante de la firme EXPERCO Inc., a poursuivi sa participation à l'éla-

laboration d'un Plan directeur pour la région du Mutara. Un conseiller à plein temps, chargé de la direction des études sur le terrain, et plusieurs consultant(e)s ont élaboré diverses études sectorielles qui devront conduire à un plan de développement intégré pour une zone de plus de cent mille hectares (100 000 ha) devant accueillir près de 35 000 familles d'ici l'an 2000.



Par ailleurs, la SDID a été invitée à soutenir, à partir de 1986, au sein des populations installées sur les périmètres irrigués du Mutara, le développement institutionnel d'une association paysanne responsable de la production agricole, de sa transformation et de sa commercialisation. Un programme d'appui a été élaboré en étroite collaboration avec le directeur rwandais du projet qui a effectué, à ce propos, une mission au Canada en décembre.

La SDID a également accueilli à Lévis, au cours du dernier trimestre de 1985, deux hauts fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture du Rwanda.



Niger

La SDID a terminé, en coordination étroite avec la Direction gouvernementale de la Promotion

Féminine (DPF), l'élaboration d'un projet d'appui (devant démarrer en mai 1986) à une organisation non-gouvernementale (ONG), l'Association des Femmes du Niger (AFN) et a complété les procédures d'agrément comme société étrangère intervenant au Niger.

De plus, un haut fonctionnaire de la région de Diffa a effectué en mai au Canada un stage encadré par la SDID et visant à le sensibiliser au mouvement coopératif et aux organismes québécois de développement agricole.



Sénégal

Dans le contexte de la privatisation d'un projet de commercialisation de la pêche artisanale

au Sénégal, la SDID a été sollicitée pour réaliser une mission de préféabilité visant à vérifier, entre autres, la rentabilité des infrastructures existantes et leur intégration possible dans des unions de coopératives. Trois de ces unions ont été identifiées comme pouvant devenir les points d'ancrage d'un projet de développement institutionnel et d'assistance technique de la SDID susceptible de démarrer en 1986.

De plus, deux délégations gouvernementales sénégalaises ont été reçues en septembre et novembre par la SDID et plusieurs autres institutions du Mouvement Desjardins.

Coopération Sud-Sud

La SDID s'est associée en 1985 à plusieurs activités de portée régionale parmi lesquelles il faut mentionner:

- la participation de deux représentantes au Forum des ONG dans le cadre de la Conférence des Nations-Unies tenue à Nairobi au cours de l'été à l'occasion de la fin de la décennie des femmes; la SDID a également supporté les frais de voyage et de séjour de quatre déléguées du Burkina Faso et du Niger;
- la tenue, en juillet à Lomé (Togo), en collaboration avec l'Association des Coopératives d'Épargne et de Crédit d'Afrique (ACECA) et le Conseil Mondial des Coopératives d'Épargne et de Crédit, d'un

séminaire en vue de la production et de la diffusion de manuels et d'outils de surveillance des coopératives d'épargne et de crédit;

- la collaboration avec l'Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale (AQOCI) dans le cadre du projet «Solidarité Canada-Sahel»;
- l'amorce d'une coopération avec le Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'Alliance Coopérative Internationale (BRAO / ACI), organisme dont le siège social est situé à Abidjan en Côte d'Ivoire.

L'ensemble des activités du programme AFRIQUE de la SDID a été presque entièrement supporté financièrement par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et a requis la présence sur le terrain de dix-huit coopérant(e)s, l'envoi de vingt consultant(e)s dont six du Mouvement Desjardins et l'appui de cinq personnes-années au siège social.

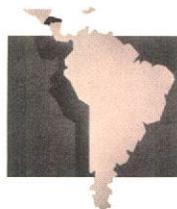
PROGRAMMES AMÉRIQUES

En 1985, la SDID a continué d'accorder une attention particulière à son association au développement et à la consolidation du mouvement coopératif latino-américain d'épargne et de crédit tout en poursuivant un engagement croissant auprès d'autres secteurs coopératifs.

Réseau COLAC

La collaboration avec le réseau de la Confederación Latinoamericana de Cooperativas de Ahorro y Crédito (COLAC) s'est concrétisée de quatre manières:

- renforcement institutionnel de la Fundación Educativa de COLAC (FECOLAC) par un appui financier et professionnel à l'équipe du siège social situé à Panama;
- bourses d'études inter-fédérations visant à permettre un transfert de technologies internes au réseau et à favoriser des échanges Sud-Sud: 15 professionnels à l'emploi de fédérations et 44 gérants de coopératives locales ont bénéficié de ces bourses entre juin 1984 et septembre 1985;
- démarrage, avec l'appui d'une conseillère technique de la SDID, d'un programme visant le renforcement de la gestion administrative et financière des coopératives de base par la bonification des services offerts par les fédérations dans les domaines de l'assistance technique ainsi que du contrôle et de la vérification internes; la réalisation de ce programme est sous la responsabilité de six fédérations nationales (Honduras, Salvador, Costa-Rica, Colombie, Équateur et Bolivie) et est coordonnée par FECOLAC;
- collaborations bilatérales avec des fédérations nationales dans le cadre de projets spécifiques (voir la section qui suit).



Honduras

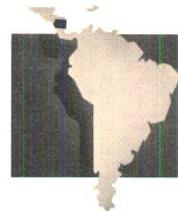
La SDID a mis à la disposition de la Fédération des coopératives d'épargne et de crédit (FACACH)

un fonds lui permettant d'accorder des prêts pour des petits projets dans les secteurs de l'agriculture et de l'artisanat et de mettre



sur pied une équipe de promoteurs et d'encadreurs.

De plus, la SDID a complété l'élaboration d'un programme triennal d'appui à des coopératives de production agricole et artisanale. Ce programme a démarré officiellement en novembre avec la signature, en présence des autorités gouvernementales et des médias honduriens, de la direction générale de la SDID et des représentants diplomatiques canadiens, de conventions avec les cinq institutions partenaires honduriennes concernées. Un conseiller technique de la SDID a été recruté à la fin de 1985 et doit être sur le terrain en février 1986.



Nicaragua

Un appui technique et financier a continué d'être apporté à la Fédération des coopératives

d'épargne et de crédit (FECACNIC) pour la mise en place d'un programme de prêts à la production aux membres des coopératives de base et d'une équipe d'encadreurs habilités à analyser les demandes de prêts et à en assurer le suivi.



Costa-Rica

La SDID a poursuivi son appui matériel et technique à une coopérative de pêcheurs

(Colorado de Abangares — COOCOPECO) en vue de lui faciliter la diversification et la commercialisation de sa production.

Cette présence au Costa-Rica a permis, par ailleurs, d'amorcer des contacts en vue de la définition en 1986 d'un programme d'appui de la SDID en développement coopératif dans ce pays.



Panama

Un appui financier et technique a été amorcé auprès de deux coopératives rurales: l'une

(Esperanza de los campesinos) oeuvre dans la transformation et la commercialisation du café et l'autre (Juan XXIII) est engagée dans l'élevage porcin.



Colombie

La présence de la SDID en Colombie s'est déployée de trois façons:

- soutien financier et technique d'un programme de mobilisation de l'épargne au sein du réseau de l'Union coopérative nationale de crédit (UCONAL) dont un cadre a effectué un stage au Québec;
- association, avec l'appui d'une trentaine de caisses populaires du secteur Émile-Girardin de Montréal, à la mise sur pied

d'une coopérative de services multiples (intrants, production, transport et commercialisation) pour la population de six communautés situées autour du lac La Cocha;

- envoi d'une mission d'identification de partenaires et de projets en vue de l'élaboration au cours de 1986 d'un programme d'appui en développement coopératif.



Haïti

La SDID a participé, au début de 1985, à un séminaire organisé par l'Association des caisses populaires d'Haïti et a envoyé en

novembre, avec l'appui financier du Ministère des Relations internationales du Québec, une mission exploratoire à laquelle ont participé deux directeurs et un dirigeant de caisses populaires de la région de Québec. Cette mission a permis d'identifier des partenaires possibles et d'esquisser les grandes lignes d'un éventuel programme d'appui dans les secteurs de l'épargne et du crédit à la production.

L'ensemble des activités du programme AMÉRIQUES a été supporté financièrement par l'ACDI et a requis la présence sur le terrain de deux coopérant(e)s, l'envoi de onze consultant(e)s dont cinq du Mouvement Desjardins et l'appui de trois personnes-années au siège social.

APPUI DU SIÈGE SOCIAL

L'encadrement et la supervision des activités de la SDID sur le terrain requièrent, au Québec, un appui institutionnel permanent et une infrastructure professionnelle et administrative dont les ressources sont regroupées autour du siège social de la SDID à Lévis.

ORIENTATION PLANIFICATION COORDINATION

De compagnie à capital-actions qu'elle était depuis sa fondation en 1970, la SDID s'est transformée au cours de 1985 en société sans but lucratif, confirmant ainsi juridiquement une orientation qui lui avait été signifiée en fait depuis toujours par le Mouvement Desjardins.

Huit administrateurs ont terminé leur mandat avec la dissolution de la SDID Ltée. Il s'agit de Messieurs:

- Léo Beaudouin (FCPD de Montréal et de l'Ouest-du-Québec)
- Maurice Carel (Université Laval)
- Clément Gauthier (La Sauvegarde, compagnie d'assurance sur la vie)
- Louis-Georges Gervais (Conseil de la Coopération du Québec)
- Roland Granger (FCPD de Lanaudière)
- Jean-Claude Hudon (FCPD du Saguenay — Lac Saint-Jean)
- Marcel Laflamme (Université de Sherbrooke)
- Paul-Émile St-Pierre (La Coopérative Fédérée de Québec)

Nous les remercions pour leur collaboration précieuse et continue des dernières années.

Un nouveau conseil d'administration composé de sept membres a été élu en août 1985. Les administrateurs ont consacré leurs premières réunions à bien cerner les principaux enjeux institutionnels, professionnels et financiers qui conditionnent l'avenir à court et à moyen terme de la SDID.

La direction générale de la SDID a exercé, au cours de 1985, ses responsabilités courantes reliées à la planification, la coordination et la supervision de l'ensemble des activités de la société, l'approbation et l'évaluation de ses programmes sur le terrain et ses relations avec divers intervenants nord-américains, européens et internationaux.

La direction générale a également accordé une attention particulière à:

- la dotation de l'unité «Recherche et développement»: réinsertion de coopérants et engagement de consultants;
- la clarification des mandats et priorités des diverses unités administratives du siège social;
- la mise en place d'un comité de direction;
- la définition d'un programme de communications au sein du réseau Desjardins.

Le président-directeur général a de plus effectué des missions au Zaïre, au Rwanda, au Honduras et à Panama.

Au chapitre de la concertation Nord-Nord, il faut noter, en particulier, la tenue à Madison (janvier) et à Montréal (mars et octobre) de trois réunions conjointes avec le Conseil Mondial des Coopératives d'Épargne et de Crédit (World Council of Credit Unions — WOCCU) et la Co-op Union of Canada (CUC) et la poursuite

de contacts réguliers entre les responsables de programmes de ces trois institutions.

La SDID a de plus accueilli à Lévis en mai la responsable de la documentation du WOCCU et a reçu la visite en décembre du directeur des communications du WOCCU et du directeur-adjoint des communications à la Société Canadienne de Crédit Coopératif (CCCS).

Par ailleurs, la SDID a participé en juin à Washington, avec la Caisse Centrale Desjardins du Québec, à une réunion de deux jours organisée par le Comité de promotion de l'action coopérative (COPAC) et le WOCCU. Cette rencontre a mis en présence des représentants des mouvements coopératifs américain et canadien et des dirigeants et hauts fonctionnaires de la Banque Mondiale.

SERVICES PROFESSIONNELS

Les deux directions géographiques de programmes (Afrique et Amériques) ont continué de veiller à la qualité des appuis professionnels et techniques sur le terrain et de superviser l'exécution des divers projets de coopération institutionnelle de la SDID. Elles ont été de plus mobilisées par des activités de dotation de coopérant(e)s et de consultant(e)s, des missions sur le terrain, des contacts réguliers avec leurs interlocuteurs de l'ACDI et la rédaction, à l'intention de cette dernière, de nombreux documents: mémoires d'identification de projets, plans d'opérations, rapports.

Par ailleurs, un groupe-conseil «Recherche et développement» a été mis en place au cours de

1985. Composé d'employés de la SDID en transit entre deux affectations sur le terrain et de consultants externes engagés sur une base contractuelle, ce groupe s'est vu confier des mandats d'appui aux directions de programmes: études de faisabilité, définition de projets et prestations professionnelles spécialisées. Il a de plus amorcé deux dossiers de recherche appliquée:

- élaboration d'un guide méthodologique de la recherche-action-formation appliquée au cycle de gestion de projets;
- définition de mécanismes et de structures complémentaires devant faciliter le recyclage de l'épargne des COOPEC dans des projets locaux de développement.

Ce groupe-conseil a également été associé à la définition d'un cadre de références de l'action de la SDID en vue de favoriser la participation des femmes du Tiers-monde au développement.

L'appui croissant du réseau Desjardins s'est déployé de quatre façons au cours de 1985:

- publication dans les revues Desjardins et «Ma Caisse» d'articles, de reportages et de nouvelles sur les projets et activités de la SDID;
- appuis professionnels: mise en disponibilité de quatre coopérant(e)s et de plus de vingt consultant(e)s, accueil et encadrement de stagiaires et de visiteurs, prestations diverses au siège social (notamment de la part des services juridiques de la CCPEDQ dans le cadre du changement de statut de la SDID);

PRIORITÉS 1986

- subvention institutionnelle de cent vingt-cinq mille dollars (125 000 \$) appariée à la couverture par l'ACDI des coûts du siège social;
- collaboration directe à des projets de développement: FCPD du Saguenay — Lac Saint-Jean (Burkina Faso), caisses populaires de la région de Montréal (Colombie), caisses populaires de la région de Québec (Haïti), Caisse populaire Saint-Paul-de-la-Croix de Montréal (Zaïre).

En plus des services professionnels facturés à la SDID, la contribution en 1985 du réseau Desjardins en appuis non rémunérés à la SDID a été de plus de 250 jours/personnes.

SERVICES ADMINISTRATIFS

L'augmentation du volume d'activités de la SDID et des mouvements de personnel (coopérant(e)s, consultant(e)s et employé(e)s contractuel(le)s) a accru sensiblement la demande d'appuis logistiques et administratifs du siège social.

C'est dans ce contexte que la direction administrative et financière a amorcé, au cours des derniers mois de 1985, une évaluation de l'ensemble de son fonctionnement ainsi qu'une étude devant mener à la définition d'un programme d'implantation de la bureautique.

Au moment de conclure ce rapport d'activités 1985, il apparaît important d'énoncer un certain nombre de priorités qui devront guider la SDID au cours de l'année 1986.

En plus de continuer de miser sur l'excellence, la SDID devra accorder encore plus d'attention à son impact sur l'amélioration des conditions de vie — alimentation, habitation, santé, éducation — des communautés majoritairement rurales au sein desquelles se déploient ses actions de coopération et y favoriser une participation accrue des femmes au développement.

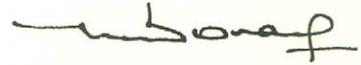
La SDID devra également définir des choix stratégiques pour les cinq prochaines années, notamment en ce qui concerne son rythme de croissance et la diversification de ses sources de financement.

Il faudra, de plus, s'assurer de l'intégration dans les pratiques institutionnelles de la SDID des résultats des travaux du secteur Recherche et développement.

La SDID devra aussi intensifier son programme de communications au sein du réseau Desjardins.

Enfin, l'année 1986 devra permettre de préciser les engagements institutionnels et financiers de Desjardins et de l'ACDI en prévision du renouvellement d'ententes venant à échéance en mars 1987.

En terminant, je voudrais exprimer mes plus vifs remerciements aux administrateurs et à l'ensemble du personnel de la SDID — tant sur le terrain qu'à Lévis — pour leur ténacité, leur constance et leur détermination tout au long de cette année 1985.



Michel DORAY
Président-directeur général

Le 31 mai 1985, la SDID ltée cessait ses activités et était remplacée par la SDID (1985) inc., société sans but lucratif.

On trouvera donc dans les pages qui suivent:

- *les états financiers vérifiés de la SDID (1985) inc. pour la période du 1^{er} juin au 31 décembre 1985;*
- *une analyse comparative des résultats de la SDID ltée pour 1984 et des résultats consolidés pour 1985 de:*
 - *la SDID ltée (5 mois);*
 - *la SDID (1985) inc. (7 mois).*

**RAPPORT DES
VÉRIFICATEURS**

Aux membres de
Société de développement international
Desjardins (1985) inc.

Nous avons vérifié le bilan de SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DESJARDINS (1985) INC. pour l'exercice de sept mois clos le 31 décembre 1985 ainsi que l'état des résultats, de l'avoir net et de l'évolution de la situation financière de l'exercice de sept mois clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la compagnie pour l'exercice de sept mois clos le 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice de sept mois clos à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus.

MALLETTE, BENOIT, BOULANGER,
RONDEAU & ASSOCIÉS
Comptables agréés

Québec,
le 24 janvier 1986

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL
DESJARDINS (1985) INC.

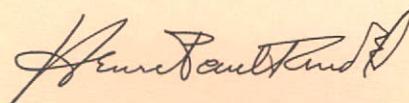
**RÉSULTATS ET
AVOIR NET
EXERCICE DE
SEPT MOIS CLOS LE
31 DÉCEMBRE 1985**

REVENUS DES PROJETS		2 889 168 \$
COÛTS DES PROJETS		<u>2 727 986</u>
MARGE BRUTE		161 182
COÛTS DU SIÈGE SOCIAL		<u>505 033</u>
		(343 851)
SUBVENTIONS INSTITUTIONNELLES		
Agence canadienne de développement international (A.C.D.I.)	220 965 \$	
Mouvement Desjardins	73 655	<u>294 620 \$</u>
CONTRIBUTION SUPPLÉMENTAIRE		
Agence canadienne de développement international (A.C.D.I.)		<u>109 281</u>
		403 901
MARGE NETTE		60 050
AUTRES REVENUS		
Placements		3 356
Divers		448
Intérêts sur contributions différées des membres		<u>15 277</u>
		19 081
BÉNÉFICE NET		79 131
AVOIR NET AU DÉBUT		<u>—</u>
AVOIR NET À LA FIN		<u><u>79 131 \$</u></u>

BILAN

	Bilan au 31 décembre 1985	Bilan d'ouverture 1 ^{er} juin 1985
ACTIF		
ÉLÉMENTS À COURT TERME		
Encaisse	175 869 \$	521 112 \$
Dépôts à terme	1 771 000	765 000
Comptes à recevoir (note 3)	468 987	339 814
Frais reportés au prochain exercice	697	4 057
Avances — projets en cours	<u>641 042</u>	<u>550 860</u>
	3 057 595	2 180 843
IMMOBILISATIONS (note 4)	<u>63 821</u>	<u>47 824</u>
	<u>3 121 416 \$</u>	<u>2 228 667 \$</u>
PASSIF		
DETTE À COURT TERME		
Comptes à payer et frais courus	161 912 \$	128 000 \$
Impôts sur dividendes de dissolution de S.D.I.D. ltée	—	9 286
Avances reçues sur projets en cours	2 553 915	1 600 285
Dû — projets en cours	74 977	119 651
Dû aux ex-actionnaires de S.D.I.D. ltée	—	14 986
	<u>2 790 804</u>	<u>1 872 208</u>
CONTRIBUTIONS DIFFÉRÉES DES MEMBRES (note 5)	251 481	356 459
AVOIR NET	<u>79 131</u>	<u>—</u>
	<u>3 121 416 \$</u>	<u>2 228 667 \$</u>
ENGAGEMENT CONTRACTUEL (note 6)		

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Henri-Paul Trudel
administrateur



André Fortin
administrateur

**ÉVOLUTION DE LA
SITUATION
FINANCIÈRE
EXERCICE DE
SEPT MOIS CLOS LE
31 DÉCEMBRE 1985**

ACTIVITÉS DES PROJETS	
Bénéfice net	79 131 \$
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités:	
Amortissement des immobilisations	13 264
Perte sur taux de change	(46)
	92 349
Variation nette des autres postes	
Comptes à recevoir	(129 173)
Frais reportés au prochain exercice	3 360
Avances — projets en cours	(90 182)
Comptes à payer et frais courus	33 912
Avances reçues sur projets en cours	953 630
Dû sur projets en cours	(44 654)
Impôts sur dividendes de dissolution	(9 286)
Dû aux ex-actionnaires de S.D.I.D. ltée	(14 986)
	794 970
ACTIVITÉ DE FINANCEMENT	
Diminution des contributions différées des membres	(104 978)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	
Acquisition d'immobilisations	(29 335) \$
Produit de l'aliénation d'immobilisations	100 (29 235)
AUGMENTATION NETTE DES LIQUIDITÉS	660 757
LIQUIDITÉS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	1 286 112
LIQUIDITÉS À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>1 946 869 \$</u>

Les liquidités de la compagnie représentent l'encaisse et les dépôts à terme.

**NOTES
COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1985**

1- CONVENTIONS COMPTABLES:

a) Reconnaissance des revenus:

Certains revenus de projets sont comptabilisés aux coûts encourus majorés d'un pourcentage de frais d'administration.

En 1985, l'A.C.D.I. a accordé une enveloppe budgétaire globale qui est répartie entre les divers projets. Les revenus de ces projets sont comptabilisés aux coûts encourus; l'excédent des coûts sur les revenus est comblé par une contribution supplémentaire de l'A.C.D.I.

À compter du 1^{er} janvier 1985, conformément à l'entente intervenue avec l'A.C.D.I., tous les revenus d'intérêts générés à partir des avances reçues sont comptabilisés comme des avances.

**NOTES
COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 1985
(suite)**

b) Alignement monétaire:

Les avances sur les projets en cours sont converties aux taux d'origine.

c) Immobilisations et amortissement:

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition.

L'amortissement est calculé selon la méthode de la ligne droite aux taux suivants:

Équipement informatique:	20%
Mobilier de bureau:	10%
Améliorations locatives:	durée résiduelle du bail

2- STATUTS CONSTITUTIFS:

La compagnie est constituée sans capital-actions et sans but lucratif, en vertu de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes et, par conséquent, est exemptée des impôts sur le revenu.

3- COMPTES À RECEVOIR	31 décembre 1985	1^{er} juin 1985
Comptes à recevoir — A.C.D.I.	137 982 \$	62 879 \$
Comptes à recevoir — autres	282 357	195 500
Avances aux employés	39 442	65 850
Intérêts courus sur dépôts à terme	8 215	14 849
Impôts sur le revenu	991	736
	468 987 \$	339 814 \$

4- IMMOBILISATIONS:	31 décembre 1985		1^{er} juin 1985
	Coût	Amortis- sément accumulé	Valeur nette
Système de gestion d'information du personnel	1 513 \$	— \$	1 513 \$
Équipement informatique	37 650	6 799	30 851
Mobilier de bureau	51 388	24 768	26 620
Améliorations locatives	34 000	29 163	4 837
	124 551 \$	60 730 \$	63 821 \$
			47 824 \$

5- CONTRIBUTIONS DIFFÉRÉES DES MEMBRES:	31 décembre 1985	1^{er} juin 1985
Solde	251 481 \$	356 459 \$

Le solde des contributions différées des membres représente le paiement d'une contribution s'échelonnant jusqu'au 31 mars 1987. Cette contribution est répartie trimestriellement en fonction des dépenses encourues par la corporation durant la même période et dont le financement a fait l'objet d'une entente avec l'A.C.D.I.

6- ENGAGEMENT CONTRACTUEL:

La compagnie s'est engagée à louer ses locaux par un contrat de bail de cinq ans à compter du 1^{er} juin 1981. Le solde de l'engagement minimum au 31 décembre 1985 s'établit à 21 035 \$.

**ANALYSE
COMPARATIVE
DES RÉSULTATS
CONSOLIDÉS**

	<i>SDID ltée</i> <i>SDID (1985) inc.</i> 31 décembre 1985 (12 mois)	<i>SDID ltée</i> 31 décembre 1984 (12 mois)
REVENUS DES PROJETS	4 457 694 \$	3 303 391 \$
COÛTS DES PROJETS	4 162 540	2 911 842
MARGE BRUTE	295 154	391 549
COÛTS DU SIÈGE SOCIAL	837 612	608 631
	(542 458)	(217 082)
SUBVENTIONS INSTITUTIONNELLES:		
▪ A.C.D.I.	374 931	165 000
▪ Mouvement Desjardins	124 977	55 000
	499 908	220 000
CONTRIBUTION SUPPLÉMENTAIRE — A.C.D.I.		
	114 361	—
MARGE NETTE	71 811	2 918
AUTRES REVENUS		
Placements	4 784	71 903
Divers	1 162	2 309
Intérêts sur contributions différées des membres	15 277	—
	21 223	74 212
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LE REVENU	93 034	77 130
IMPÔTS SUR LE REVENU — COURANTS	3 073	14 210
BÉNÉFICE NET	89 961 \$	62 920 \$

**ANALYSE COMPARATIVE
DES RÉSULTATS
DES PROGRAMMES
ET PROJETS**

REVENUS ET COÛTS DES PROJETS:

**1- Programmes de coopération
institutionnelle:**

a) Revenus		
A.C.D.I.	3 875 825 \$	3 122 855 \$
Coûts directs	3 671 472	2 760 844
Marge brute	204 353	362 011
b) Subventions institutionnelles:		
▪ A.C.D.I.	374 931	165 000
▪ Mouvement Desjardins	124 977	55 000
	499 908	220 000
Revenus	704 261	582 011
c) Coûts du siège social		
▪ Supportés par les subventions institutionnelles	499 908	220 000
▪ Coûts indirects des programmes	318 714	362 011
	818 622	582 011
Excédent des coûts sur les revenus	(114 361)	—
Contribution supplémentaire — A.C.D.I.	114 361	—
Marge nette	— \$	— \$

2- Autres projets:

Revenus	581 869 \$	180 536 \$
Coûts directs	491 068	150 998
Marge brute	90 801	29 538
Coûts indirects	18 990	26 620
Marge nette	71 811 \$	2 918 \$

LISTE DES INSTITUTIONS MEMBRES

La Confédération des caisses
populaires et d'économie Desjardins
du Québec (C.C.P.E.D.Q.)

Fédération des caisses populaires
Desjardins de Montréal et de
l'Ouest-du-Québec

Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

Fédération des caisses populaires
Desjardins du centre du Québec

Fédération des caisses populaires
Desjardins de Richelieu-Yamaska

Fédération des caisses populaires
Desjardins de l'Estrie

Fédération des caisses populaires
Desjardins de Lanaudière

Fédération des caisses populaires
Desjardins du Saguenay — Lac
Saint-Jean

Fédération des caisses populaires
Desjardins du Bas St-Laurent

Fédération des caisses populaires
Desjardins de la Péninsule et des Îles

Fédération des caisses populaires
Desjardins de l'Abitibi

Fédération des caisses d'économie
Desjardins du Québec

Assurance-vie Desjardins

Le Groupe Desjardins, Assurances
générales

La Sauvegarde, Compagnie
d'assurance sur la vie

Fiducie du Québec

*Note: La Coopérative fédérée de Québec a
demandé son admission comme
membre.*

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Henri-Paul TRUDEL

président du conseil
président FCPD
du centre du Québec
2^e vice-président
du CA de la CCPEDQ

Yvon DANEAU

vice-président
1^{er} vice-président
Planification et développement
coopératif CCPEDQ

André FORTIN

secrétaire
directeur
Caisse populaire St-Thomas
de Montmagny
administrateur FCPD de Québec

Yvan GUÉRIN

administrateur
président
Caisse populaire
St-Pierre-Apôtre, Longueuil
administrateur
FCPD de Montréal
et de l'Ouest du Québec

René MASSICOTTE

administrateur
vice-président et
directeur général
Assurance-vie Desjardins

André VENNE

administrateur
directeur
Caisse populaire St-Jean-Baptiste,
Joliette
commissaire de crédit
FCPD de Lanaudière

*Note: Un poste était vacant au 31 décembre
1985*

MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

Henri-Paul TRUDEL

Yvon DANEAU

André FORTIN

PERSONNEL SUR LE TERRAIN (Décembre 1985)

AFRIQUE

BURKINA FASO:

- Service de Promotion des
Organisations Coopératives
(Ministère de l'Agriculture et de
l'Élevage)
Guy CAZEALT
conseiller
- Union régionale des caisses
populaires de la Bougouriba
Réal VÉRONNEAU
conseiller technique
- Caisse populaire de Cissin (quartier
en rénovation de Ouagadougou)
Pierre BLANCHETTE
conseiller technique

CAMEROUN:

- Union des caisses populaires de
Yaoundé
Garnier PARENT
conseiller technique
Benoît LÉTOURNEAU (OCS)
technicien en vérification-contrôle
Pierre CORMIER (OCS)
technicien en vérification-contrôle
- Caisse populaire de Yagoua
Jean-Louis VAILLANCOURT
(OCS)
conseiller technique

ZAÏRE:

- Coopérative centrale d'épargne et
de crédit du Kivu
Yves LAFOND
conseiller technique (Bukavu)
Égide CANTIN
conseiller technique (Goma)
- Association coopérative des
groupements d'éleveurs du
Nord-Kivu
Pierre LAROCQUE
directeur du projet d'appui
Hélène RIVARD
agro-économiste
Gilbert SCANTLAND
conseiller en développement
coopératif
Alain BOURGEOIS
zootechnicien

- Association coopérative des éleveurs de l'ITURI
Robert CARRIER
conseiller-gestion
Habib SADEGHI
conseiller-animation

RWANDA:

- Ministère de l'Agriculture (Plan directeur de la Vallée du Mutara)
Roger de WINTER
directeur des études

AMÉRIQUES

PANAMA:

- Confederacion Latinoamericana de Cooperativas de ahorro y crédito
Diane MARTEL
conseillère technique

COLOMBIE:

- Association pour le développement paysan de La Cocha
Louis ROBERGE
conseiller technique

PERSONNEL DU SIÈGE SOCIAL (Décembre 1985)

DIRECTION GÉNÉRALE

- *Michel DORAY
président-directeur général
Monique BRETEAU
secrétaire

DIRECTIONS DE PROGRAMMES

AFRIQUE

- *Jean-Marc LAMPRON
directeur
J.A. Gaston OUELLET
conseiller et chargé de projets
Lucille GUAY
secrétaire
Annette LARIVIÈRE
secrétaire

AMÉRIQUES

- *Michel LAGACÉ
directeur
Pierre DURAND
conseiller et chargé de projets
Josée ROCHON
secrétaire

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

- *Pierre ÉMOND
directeur
Carole HOUDE
technicienne aux programmes et projets
Rénald DUBÉ
technicien comptable
Sylvie DIONNE
technicienne administrative
Kathleen ROBICHAUD
secrétaire
France GOSSELIN
réceptionniste-dactylo

APPUI INSTITUTIONNEL

- *Paul BEAULIEU
conseiller
Danielle FOURNIER
secrétaire

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

- * Claude MIVILLE
conseiller — développement rural
Gilles MORIN
conseiller — développement
coopératif
(coopérant au Burkina Faso jusqu'en mai 1985)
Pierre LESSARD
conseiller — développement
institutionnel
(coopérant au Zaïre jusqu'en juin 1985)
Guy LE BOTERF
conseiller — recherche-action-formation
Pierre BONIN
conseiller-développement rural
Louise CAMIRÉ
conseillère — dossiers-femmes
(coopérante au Burkina Faso jusqu'en juin 1985)
Nicole D'ASSYLVA
documentaliste

**Membres du Comité de direction*

